

Que se passe-t-il au Moyen-Orient?

Autor(en): **Bringolf, Richard**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **44 (1952)**

Heft 9

PDF erstellt am: **09.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-384776>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La Suisse a adhéré le 28 janvier 1949 à l'Unesco, dont le nombre des membres atteignait 64 États à la fin de 1951. La contribution de la Suisse s'élève à 600 000 fr. par année, ce qui correspond à une somme de 15 ct. par tête de la population. Quand on pense aux centaines de millions de francs qui sont engloutis chaque année pour les armements, cette somme paraît bien modeste comparée à la grande œuvre humanitaire entreprise par l'Unesco.

Que se passe-t-il au Moyen-Orient ?

Par *Richard Bringolf*,

conseiller national, secrétaire de la Chambre vaudoise du travail

Les pays qui constituent le Moyen-Orient: Liban, Syrie, Irak, Jordanie, Iran, font souvent l'objet de nouvelles qui trouvent un écho prolongé dans la presse mondiale. Les crises politiques se succèdent à une cadence accélérée et sont la preuve du bouillonnement des esprits. Pour mieux comprendre les raisons de cet état de choses, il ne faut pas oublier que le Moyen-Orient naît depuis peu d'années à la civilisation occidentale et qu'il a des siècles à combler pour connaître le standard de vie des pays économiquement et socialement plus avancés, tel le nôtre par exemple.

Pour qui a le privilège de voyager dans ces pays, il constate tout d'abord qu'en fait on est encore au stade du moyen âge et, d'un côté, on trouve les grands propriétaires terriens et les grands commerçants et, de l'autre, le prolétariat rural et urbain, celui-là vivant souvent dans des conditions pires que celui-ci. D'un côté, des richesses souvent fabuleuses, de l'autre, tout un peuple manquant presque toujours des moyens de satisfaire ses besoins élémentaires. Dès lors, comment s'étonner du grand intérêt porté par les masses miséreuses au communisme? Il faudrait être insincère avec soi pour ne pas comprendre l'attrait qu'offre aux yeux de ces populations souffrant matériellement de conditions d'existence au-dessous de toute description une propagande qui tend à exalter tout ce qui se fait dans les pays au-delà du rideau de fer. C'est ce qui a permis au signataire de ces lignes de dire au docteur Mossadegh, ancien et nouveau premier ministre d'Iran, qu'un peuple qui souffre, qui ne mange pas à sa faim, qui manque de l'essentiel, n'offre pas une grande résistance à l'attrait du fruit qu'on lui présente. Que ce peuple est prêt à suivre celui qui lui promettrait la lune, car il n'a plus rien à perdre et ne peut pas, si l'expérience ne réussit pas, se trouver plus mal qu'actuellement. Il faut savoir qu'en Iran, par exemple, il n'est pas nécessaire que les Russes envahissent le pays militairement pour imposer le communisme. La poire mûrit naturel-

lement et le moment viendra où elle tombera d'elle-même, tant est grave la situation des masses travailleuses. A moins qu'un phénomène, en quelque sorte un miracle, permette de rétablir la situation financière du pays, assure aux très nombreux chômeurs des secours suffisants d'abord, des occasions de travail convenables ensuite, donne aux masses rurales la rémunération normale du travail exécuté. Aujourd'hui, toutes ces exigences ne sont pas remplies et il est à craindre que tout changement profond de structure mette trop de temps pour éviter l'explosion qu'un esprit un peu averti pressent.

Si cette situation apparaît moins compromise dans les autres pays, le problème est posé dans toute son ampleur et il faudra bien que les solutions nécessaires se trouvent dans un avenir prochain. Ces solutions doivent envisager hardiment la transformation des cadres de la société dans le sens d'une réelle démocratie politique, économique et sociale. Prétendre que rien n'a encore été entrepris dans cette direction serait méconnaître les efforts déployés par certains hommes à l'esprit ouvert, compréhensif et altruiste, qui ont mis debout une législation protégeant le travail et les travailleurs, qui tentent de combler le retard entre ce qui existe dans leur pays et les régions plus évoluées. Mais tout est à son début; l'Etat manque de serviteurs préparés aux tâches qui leur incombent, les possédants richissimes n'ont pas encore compris que le temps de leur omnipotence ancestrale est révolu et les organisations ouvrières: partis, syndicats, coopératives, manquent de cadres entraînés, éduqués, pour la tâche qui les attend. Et pourtant, dans ce creuset où se crée un monde nouveau, le mouvement syndical ouvrier aurait la possibilité de jouer un rôle déterminant sur lequel pourrait être axé tout l'effort de transformation de structure du pays. Mais voilà, si les bonnes volontés sont nombreuses, elles ne sont pas préparées à cette lutte qui constituera finalement une révolution et modifiera profondément les rapports entre l'Etat et ses administrés, entre les différentes classes de la population, entre les propriétaires des richesses et les grandes masses laborieuses.

Dans cette lutte gigantesque, le mouvement syndical international, la Confédération internationale des syndicats libres en l'occurrence, se doit d'apporter une large contribution, en aidant particulièrement à la formation d'une pléiade de militants parfaitement au clair sur les buts poursuivis par le syndicalisme, sur les moyens de lutte à envisager, sur les tâches éducatrices des organisations syndicales, sur les méthodes à observer pour assurer une réelle défense des classes travailleuses parallèlement aux modifications de structure. Il devient urgent de créer un organe d'information chargé de diffuser les nouvelles du monde syndical dans les populations du Moyen-Orient — le mouvement syndical y est mal connu — tout en renseignant ce dernier sur l'évolution des esprits, sur la lutte incessante, difficile et opiniâtre menée par les syndicats dans cette région du globe.

Il faut créer un centre qui puisse coordonner les différentes activités syndicales des pays arabes et montrer que le vrai syndicalisme ne peut remplir toutes ses tâches à satisfaction que dans l'atmosphère d'une vraie démocratie, où la personne conserve toute sa valeur, toute son intégrité. A côté de ces deux contributions, le monde syndical international doit aussi envisager certaines œuvres d'entraide susceptibles d'atténuer un peu la misère des peuples de cette partie névralgique du monde.

Souhaitons que tous ces efforts portent leurs fruits dans un prochain avenir et évitent ainsi à ces pays la tentation de croire aux prophètes d'une idéologie qui est la négation de ce qui constitue la base d'une réelle libération.

Sécurité sociale

L'Association internationale de la sécurité sociale a célébré récemment le vingt-cinquième anniversaire de sa fondation par une série de réunions qui se sont tenues à Genève du 26 juin au 5 juillet 1952 au Bureau international du travail, siège du secrétariat général de l'association, ainsi qu'au Palais électoral de la ville de Genève.

L'A. I. S. S. fut fondée à Bruxelles, en 1927, par un groupe d'administrateurs d'assurance sociale européens, avec la participation active du Bureau international du travail et de son premier directeur général Albert Thomas.

L'Association compte actuellement 81 membres dans 37 pays administrant l'assurance de cent vingt millions de personnes.

Le comité exécutif de l'association s'est réuni en séance solennelle, le 30 juin, sous la présidence du professeur Renato Morelli, en présence de 115 délégués et de 25 observateurs représentant diverses organisations internationales.

A cette occasion, le directeur général du B. I. T., M. David-A. Morse, a adressé à l'association un message dans lequel il a rappelé les liens étroits qui unissent le B. I. T. à l'A. I. S. S. Le message souligne que le Bureau international du travail a toujours donné son appui à l'Association internationale de la sécurité sociale et que, de son côté, l'A. I. S. S. a été en mesure de compléter le travail accompli ces dernières années par l'O. I. T. dans le domaine de la sécurité sociale. Il a souhaité que cette collaboration fructueuse se poursuive en vue du développement des techniques et des procédures administratives des assurances sociales et de l'application des normes de la sécurité sociale. Le président de l'association, dans son discours, a passé en revue les vingt-cinq années d'activité de l'association et les nombreux services rendus par l'A. I. S. S. à la cause de la sécurité sociale.